

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18845 - 73ÈME ANNÉE

Le Premier ministre des Fidji rappelle l'objectif : pas plus de 1,5 degré d'augmentation de la température moyenne

COP23 : plus de temps à perdre

Ce lundi débute la COP23 à Bonn en Allemagne. Placée sous la présidence des îles Fidji, c'est la conférence qui marque le premier anniversaire de la ratification de l'Accord de Paris. La présidence fidjienne met en avant les victimes du réchauffement climatique : « les souffrances causées par l'intensification des ouragans, des feux de forêts, des sécheresses, des inondations et les menaces sur la sécurité alimentaire causées par le changement climatique montrent qu'il n'y a pas de temps à perdre »

Cela fait deux ans que les pays du monde ont adopté l'Accord de Paris lors de la COP21 au Bourget, et un an que cet accord est ratifié. Les engagements qu'il contient s'appliquent donc désormais, et ils s'imposent à toute décision à n'importe quel niveau. L'Accord de Paris souligne une prise de conscience générale, celle d'aller vers une civilisation capable de se développer sans utiliser les énergies fossiles. Depuis cette ratification, des initiatives se multiplient. Les plus notables concernent les mesures d'interdiction de circulation des voitures à essence. Ce sera le cas à Paris dans moins de 15 ans.

Point sur les actions

La COP23 sera aussi le moment pour les autorités de présenter leurs orientations pour respecter l'Accord de Paris. Jusqu'en 2010, La Réunion était dans le peloton de tête. Elle se dirigeait vers l'autonomie énergétique en 2025, ce qui voulait dire la fin des voitures à essence 5 ans avant la date annoncée par la Mairie de Paris. Mais depuis le changement de majorité à la Région voici 7 ans, cette avance a été remise en cause.

La position de La Réunion devait beaucoup à la politique menée sous la direction de Paul Vergès. En tant que sénateur, il avait fait adopter à l'unanimité de l'Assemblée nationale et du Sénat une loi faisant de la



Un bateau des Fidji est placé à l'entrée du Centre mondial de conférence à Bonn. Il rappelle que pour la première fois, la présidence est confiée à des insulaires.

lutte contre le réchauffement climatique une priorité nationale. De cette loi a découlé toute une politique qui a contribué à faire de la France la terre d'accueil de la conférence qui a scellé l'accord historique d'il y a deux ans. En 2015, Paul Vergès avait également été l'auteur d'une proposition de résolution du Sénat, plaidant pour un co-développement durable des îles de l'océan Indien. Face aux effets du changement climatique, les îles sont en effet en première ligne.

Présidence fidjienne

Une conférence internationale sur le climat, c'est aussi l'occasion pour les victimes de se faire entendre. La COP23 sera présidée par Frank Bainimarama, Premier ministre des Fidji. Pour la première fois, ce sera un État insulaire en développement qui assurera ce rôle. Hier en conférence de presse, il a rappelé que « les souffrances causées par l'intensification des ouragans, des feux de forêts, des sécheresses, des inondations et les menaces sur la sécurité alimentaire causées par le changement climatique montrent qu'il n'y a pas de temps à perdre ». « Nous devons préserver le consensus pour l'action décisive inscrite dans l'Accord de Paris, et viser l'objectif le plus ambitieux : limiter la hausse moyenne de la température de 1,5 degré de plus qu'à l'époque préindustrielle ».

Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques, a rappelé les deux faces du problème. Le côté positif, ce sont les intentions et les mesures prises par les États et la société civile pour respecter le but de l'Accord de Paris. Le côté négatif, c'est la température qui continue de monter, le pouls de la Terre qui s'emballer, et « la fenêtre d'opportunité » en train de se fermer.

M.M.

Ouverture de la COP23 à Bonn

Appel à des mesures urgentes pour respecter l'Accord de Paris

Les gouvernements et les acteurs non-étatiques doivent prendre des mesures urgentes pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, affirme le 8e rapport annuel de l'ONU sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions, publié juste avant la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Bonn.

Selon une nouvelle étude de l'ONU, il faut que les gouvernements et les acteurs non-étatiques fassent preuve d'ambitions à la hausse afin de garantir que les objectifs de l'Accord de Paris puissent encore être atteints.

La huitième édition du rapport annuel de l'ONU sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions, publié en amont de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Bonn, révèle que les engagements pris par les pays au niveau national ne représentent qu'un tiers des réductions d'émissions nécessaires à l'horizon 2030 pour respecter les objectifs relatifs à la lutte contre les changements climatiques. Les mesures prises par le secteur privé et les mesures à l'échelle infranationales ne se multiplient pas à un rythme qui permettrait de combler cet écart inquiétant.

Au moins 3 degrés de plus

L'Accord de Paris vise à limiter le réchauffement climatique en deçà des 2 degrés mais un objectif encore plus ambitieux de 1,5 degré est également suggéré. Atteindre ces objectifs réduirait la probabilité de sérieuses conséquences climatiques nocives pour la santé des êtres humains, pour les moyens de subsistance et les économies du monde entier.

Dans l'état actuel des choses, une mise en œuvre complète des contributions prévues déterminées au niveau national conditionnelles et inconditionnelles entraînerait très probablement une augmentation des températures d'au moins 3 degrés à l'horizon 2100 – « inconditionnelles » signifie que les gouvernements seront tenus de prendre des engagements bien plus

importants lorsque ceux-ci seront révisés en 2020.

Dans le cas de figure où les États-Unis donneraient suite à leur intention déclarée de quitter l'Accord de Paris en 2020, le scénario pourrait se révéler encore plus sombre.

Cependant, le rapport présente des solutions pratiques pour réduire drastiquement les émissions de CO₂ grâce à des mesures d'atténuation en développement rapide basées sur des modèles existants dans les domaines de l'agriculture, des bâtiments, de l'énergie, de la foresterie, de l'industrie et des transports.

Efforts insuffisants

Des mesures fortes pour la réduction des forçeurs climatiques tels que les hydrofluorocarbones, par le biais de l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal, et à d'autres polluants à courte durée de vie comme le carbone noir, pourraient aussi grandement contribuer à réduire les émissions de CO₂.

« Un an après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, nous nous retrouvons dans une situation où les efforts sont encore insuffisants pour éviter un avenir misérable à des centaines de millions de personnes », affirme Erik Solheim, le patron de l'ONU Environnement.

« C'est inacceptable. Si nous investissons dans les technologies adéquates en nous assurant que le secteur privé soit impliqué, il est possible de respecter la promesse que nous avons faites à nos enfants de protéger leur avenir. Il faut que nous nous y attelions dès maintenant. »

Les émissions de CO₂ ont été stables en 2014, en partie grâce à la transition vers des sources d'énergies renouvelables, notamment en Chine et en Inde. Cela a suscité l'espoir que le pic des émissions ait été atteint et allait désormais suivre

une trajectoire à la baisse à l'horizon 2020. Cependant, le rapport révèle que d'autres gaz à effet de serre, comme le méthane, continuent à augmenter et que l'accélération de la croissance économique mondiale pourraient être responsables d'une hausse des émissions de CO₂.

Le rapport démontre que les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris déboucheraient sur des émissions à hauteur de 11 à 13,5 gigatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone (Gt éq-CO₂) en 2030, c'est-à-dire au-dessus du niveau nécessaire pour maintenir le monde sur la voie la moins coûteuse et pour atteindre l'objectif des 2 degrés de hausse des températures. Une gigatonne est l'équivalent d'environ une année d'émissions produites par le secteur des transports dans l'Union Européenne (dont l'aviation).

Selon de nouvelles études récemment publiées, l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions pour atteindre l'objectif de 1,5 degré de réchauffement se situe entre 16 et 19 Gt éq-CO₂, plus important que celui prévu auparavant.

« L'accord de Paris a donné un nouvel élan aux mesures pour lutter contre les changements climatiques, mais cet élan faiblit », déclare Edgar E. Gutiérrez-Espeleta, ministre de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica et Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement 2017. « Nous faisons face à des choix douloureux : renforcer nos ambitions ou subir les conséquences de leur affaiblissement. »

Edito

COP23 : les îles en première ligne

Ce lundi marque l'ouverture de la COP23 à Bonn. Si elle se tient en Allemagne, cette conférence est placée sous la présidence des Îles Fidji. C'est un pays qui a des points communs avec La Réunion. Ce sont en effet des îles tropicales qui ont subi la colonisation. Un des piliers de leur économie est la production de sucres de canne. Jusqu'à 2009, les Fidji avaient droit à un quota pour exporter vers l'Union européenne. Depuis, leur production doit faire face à la concurrence mondiale comme c'est le cas pour le sucre réunionnais depuis le 1er octobre dernier.

Par sa position géographique, les Fidji sont exposées aux ouragans. En février 2016, elles ont été touchées par ce qui était alors le plus puissant cyclone jamais enregistré, baptisé Winston. Son passage a fait plus de 20 morts et des dégâts matériels considérables. Cette catastrophe des Fidji est là pour rappeler que pareil phénomène peut se produire à La Réunion. En 1948, notre île a subi un cyclone qui fit plus de 200 morts. À cette époque, La Réunion comptait 250.000 habitants, Saint-Gilles les Bains se résumait à quelques maisons, et le béton n'avait pas encore recouvert une partie des zones montagneuses. De Winston il sera question, tout comme les autres cyclones tropicaux très intenses de ces dernières années qui font réfléchir à la création d'une nouvelle catégorie pour classer ces phénomènes. C'est ainsi qu'à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, l'alerte rouge était dépassée, l'alerte violette a été déclarée.

Par ailleurs, comme toutes les îles, celles des Fidji doivent également se préparer aux conséquences de la montée du niveau de la mer.

En choisissant d'attribuer aux îles Fidji la présidence de la conférence internationale sur le climat, les Nations-Unies ont décidé de mettre au premier plan les pays qui sont en première ligne face aux effets du changement climatique. La Réunion en fait partie.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Ouverture de la COP23 à Bonn

Respecter l'Accord de Paris est encore possible

Afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, les gouvernements (y compris en revoquant leurs engagements à la hausse), le secteur privé, les villes et les autres parties prenantes doivent absolument poursuivre les mesures initiées qui déboucheront sur des réductions d'émissions rapides et profondes.



Le respect de l'Accord de Paris passe par la fermeture des centrales à charbon rapidement. Or elles assurent à La Réunion sa production de base en électricité.

Le rapport annuel de l'ONU sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions, publié en amont de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Bonn, détaille différentes façons pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, particulièrement dans le domaine de l'agriculture, du bâtiment, de l'énergie, de la foresterie, de l'industrie et du transport. Les investissements dans les technologies spécifiques à ces secteurs – d'un coût inférieur à 100 dollars par tonne de CO₂ évitée, et souvent beaucoup moindre – pourrait contribuer à éviter jusqu'à 36 Gt eq-CO₂ par an à l'horizon 2030.

Une grande partie du potentiel de l'ensemble des secteurs découle de l'investissement dans l'énergie solaire et éolienne, des appareils électroménagers efficaces, des voitures particulières efficaces, du boisement et de l'arrêt de la déforestation. Si l'industrie se concentrait uniquement sur les actions recommandées dans ces domaines – dont les coûts sont modestes ou même négatifs – les émissions pourraient être réduites jusqu'à 22 Gt eq-CO₂ en 2030.

À elles seules, ces réductions mettraient le monde sur la bonne voie pour atteindre l'objectif des 2 degrés et ouvriraient la possibilité d'atteindre la cible ambitieuse de 1,5 degré.

100 sociétés responsables du quart de la pollution

Les mesures promises par des organismes non étatiques et infranationaux (tels que les villes et le secteur privé) pourraient réduire l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions de 2030 de quelques Gt eq-CO₂, ceci même en tenant compte du chevauchement avec les contributions déterminées au niveau national. Par exemple, les 100 sociétés cotées en bourse responsables des émissions les plus importantes au monde représentent

environ un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce qui révèle une énorme marge de manœuvre pour aspirer à un niveau d'ambition accru.

En outre, alors que le G20 est collectivement sur la bonne voie pour respecter ses engagements relatifs au climat pris à Cancún pour l'année 2020, ils ne sont pas suffisamment ambitieux pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Bien que l'année 2020 approche à grands pas, les pays du G20 peuvent encore conduire des mesures qui mèneront à des réductions d'émissions à court terme et ouvriront la voie à d'autres changements au cours de la prochaine décennie.

Fermer les centrales à charbon

Ne pas ouvrir de nouvelles centrales électriques alimentées au charbon et accélérer la suppression progressive des centrales existantes – en veillant à la bonne gestion des problèmes tels que l'emploi, les intérêts des investisseurs et la stabilité du réseau – serait d'une grande aide. On estime à 6 683 le nombre de centrales au charbon exploitées dans le monde, d'une capacité combinée de 1 964 GW. Si ces centrales étaient exploitées jusqu'au terme de leur durée de vie et n'étaient pas réaménagées avec le captage et le stockage du carbone, elles émettraient 190 Gt de CO₂ accumulées.

Au début de l'année 2017, 273 GW supplémentaires des capacités de production d'électricité à partir du charbon étaient en construction et 570 GW en pré-construction. Ces nouvelles centrales pourraient générer des émissions cumulées supplémentaires d'environ 150 Gt de CO₂. Dix pays constituent environ 85 % de l'ensemble du pipeline de charbon : la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Indonésie, le Vietnam, le Japon, l'Égypte, le Bangladesh, le Pakistan et la République de Corée.

Planter des arbres

Le rapport examine également l'élimination du CO₂ de l'atmosphère grâce au boisement, reboisement, à la gestion des forêts, la restauration des terres dégradées et l'amélioration des stocks de carbone dans les sols – comme autant de solutions pour la prise de mesures favorisant une réduction des émissions.

De plus, un nouveau rapport publié par la Coalition 1 Gigatonne ce

même jour montre que les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique soutenus par les partenaires dans les pays en développement peuvent réduire de 1,4 Gt éq-CO₂ d'ici 2020 – à condition que la communauté internationale aide les pays en développement à s'adapter aux changements climatiques et à réduire leurs émissions.

« Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ont de nombreux avantages, notamment une meilleure santé pour les êtres humains et de nouveaux emplois, j'exhorte donc la communauté

internationale à fournir les fonds promis pour soutenir les pays en développement dans leurs mesures pour lutter contre les changements climatiques », a déclaré Mme Ine Eriksen Søreide, ministre des Affaires étrangères norvégienne. « Les projets et les politiques en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique soutenus par les partenaires sont vitaux pour la décarbonisation mondiale, car ils fournissent des ressources clés et créent des environnements favorables dans les régions critiques. »

Cyclone meurtrier au Vietnam

Le typhon Damrey a frappé le centre et le sud du Vietnam samedi, faisant 27 morts et 22 disparus, selon un dernier bilan. Le typhon a endommagé quelque 40.000 habitations, des poteaux électriques et des arbres.

L'impact le plus important s'est produit près de Nha Trang, à environ 500 kilomètres au sud de Danang (dans le centre du pays). Le gouvernement vietnamien a annoncé que plus de 40.000 hectares de cultures (sucre de canne, riz et caoutchouc) ont été endomma-

gés. Quelque 30.000 personnes ont été évacuées.

La ville de Danang doit accueillir cette semaine le sommet de la coopération économique pour l'Asie-Pacifique, auquel prendront part Donald Trump, Xi Jinping et Vladimir Poutine.

Les autorités de la région de Danang, également touchée par le typhon, ont demandé l'aide de volontaires pour nettoyer la zone. En octobre, des inondations avaient déjà fait plus de 80 morts dans le nord du pays.

Les îles du Cap Vert durement touchées par la sécheresse

Le Système des Nations Unies (SNU) a demandé à la communauté internationale d'aider le Cap-Vert à faire face à la mauvaise année agricole qui affecte l'archipel à cause de la sécheresse.

L'appel a été lancé par la coordinatrice du SNU au Cap-Vert, Ulrika Richardson, à l'occasion d'une visite à Chã de Monte, une des zones agricoles et d'élevage de la municipalité de Santa Catarina, où les effets de la sécheresse qui sévit l'archipel, sont évidents. Mme Ulrika Richardson a expliqué que cette situation est « préoccupante », surtout que l'on est encore au mois d'octobre et que l'on devrait attendre encore un an pour les prochaines pluies.

« Ce que j'ai pu constater, c'est que la situation est effectivement très critique », a affirmé la coordinatrice du SNU, citée par l'agence capverdienne de presse (Inforpress). Pour contenir l'« impact dévastateur » de la sécheresse, le haut fonctionnaire de l'ONU a indiqué

qu'il faut sauver le bétail, la production des aliments et surtout équilibrer le revenu des familles. Selon elle, le gouvernement a déjà ficelé plusieurs projets et est à la recherche d'un important financement pour faire face à la situation.

Dans le cas spécifique de l'ONU, Mme Ulrika Richardson a indiqué qu'avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), un travail de préparation et de bilan de la situation est en cours, surtout que face à ces situations, il faut bien connaître la situation sur le terrain. Elle considère que la situation qui règne, notamment dans les localités qu'elle a visitées de la Municipalité de Santa Catarina, où toute la production agricole de cette année « est perdue », exige une réponse « urgente ».

La mauvaise année agricole aura un impact non seulement au niveau de l'agriculture et de la pêche, mais aussi à tous les niveaux, surtout social.

Plus que le paludisme, la diarrhée et la rougeole combinés

La pneumonie tue deux enfants chaque minute

Près d'un million d'enfants meurent chaque année de pneumonie, même si celle-ci peut être traitée avec des antibiotiques coûtant aussi peu que 30 pence britanniques, a déclaré jeudi l'organisation indépendante, Save the Children.

L'organisation humanitaire publie un important rapport, *Fighting for Breath*, pour marquer le lancement de son effort mondial contre la pneumonie, qui vise à sauver un million de vies dans les cinq prochaines années, a-t-elle indiqué dans un communiqué sur son site internet. Le rapport montre que la pneumonie, « le tueur d'enfants oublié », est responsable de la mort de plus d'enfants de moins de cinq ans que toute autre maladie. Elle tue deux enfants dans ce groupe d'âge chaque minute - plus que le paludisme, la diarrhée et la rougeole combinés. Plus de 80 % des victimes sont des enfants de moins de deux ans, dont beaucoup ont un système immunitaire affaibli par la malnutrition ou un allaitement insuffisant et incapables de lutter contre l'infection. Les nourrissons sont les plus vulnérables dans les premières semaines de la vie.

Manque de médicaments

Save the Children appelle donc à un sommet des leaders mondiaux pour galvaniser l'action et réduire le nombre de cas de pneumonie. Le communiqué plaide pour des vaccins moins chers pour prévenir la pneumonie et plus d'investissements dans la vaccination ; les gouvernements doivent adopter des plans d'action en faveur de la pneumonie qui offrent un accès universel aux agents de santé formés au diagnostic précis et précoce.

Le communiqué souhaite que les gouvernements et les bailleurs de fonds veillent à ce que des antibio-

tiques vitaux soient disponibles et des partenariats public-privé pour développer l'approvisionnement en oxygène nécessaire pour aider les enfants qui luttent pour respirer. Save the Children a déclaré qu'une cure d'amoxicilline, un antibiotique qui coûte 30 pence britanniques - moins que le prix d'un sac de bonbons dans un supermarché occidental - peut sauver un enfant atteint de pneumonie dans trois à cinq jours. « Mais il n'est pas disponible dans de nombreux centres médicaux dans les pays les plus touchés, y compris en Tanzanie et en République démocratique du Congo », indique le communiqué.

Des morts évitables

« C'est une maladie qui laisse les enfants désespérément vulnérables, se battant pour respirer et leurs parents qui font face à l'anxiété et, trop souvent, le chagrin et le traumatisme qui accompagnent la perte », a déclaré Kevin Watkins, directeur général de Save the Children UK et auteur principal du rapport. « Il est indéfendable que nous permettions à tant de jeunes vies d'être détruites par une maladie dont nous avons les connaissances et les ressources pour la vaincre ».

Le communiqué a déclaré qu'une des victimes type est une fillette d'un an nommée Hakaroom qui était tellement malade quand sa mère l'a amenée dans une clinique de Save the Children au Soudan du Sud que les médecins ont dit qu'elle serait morte dans les 24 heures sans traitement.

« Les images vidéo montrent sa poi-

trine se soulevant alors que Hakaroom, dans une détresse évidente, se bat pour chaque respiration. Quelques jours plus tard, les antibiotiques avaient transformé ses perspectives. Elle s'est complètement rétablie et est retournée dans sa famille dans une communauté rurale ».

Appel à la vaccination

Save the Children appelle à la vaccination de 166 millions de jeunes de moins de deux ans et à des actions pour aider 400 millions de personnes dans le monde sans accès aux soins de santé. La moitié des mères en Afrique n'ont pas de soins de santé au moment de la naissance. Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies et Président de la Fondation Kofi Annan, qui soutient les efforts mondiaux, a déclaré que le coût des vaccins - 9,15 dollars US dans les pays pauvres - était trop élevé. « Les compagnies pharmaceutiques, les gouvernements, les bailleurs de fonds et les agences des Nations Unies doivent se réunir pour rendre les prix des vaccins plus abordables afin de sauver plus de vies », a-t-il ajouté.

Le syndicat appelle à la mobilisation contre la politique du gouvernement

CGTR Commerce «combattrà le travail du dimanche par tous les moyens»

Samedi, la CGTR Commerce tenait une assemblée générale. À l'issue de cette réunion, elle a diffusé un communiqué dans lequel elle affirme qu'elle « n'acceptera pas la banalisation du travail du dimanche, qui ne fait que détruire notre société. Le travail du dimanche ne profite qu'aux actionnaires et détruira nos prochaines générations. La Fédération ne peut accepter que notre société ne devienne qu'une société de

consommation ».

En conséquence, la CGTR Commerce « combattrà le travail du dimanche par tous les moyens ».

Le syndicat souligne également l'importance de poursuivre la mobilisation contre les « ordonnances Macron » qui ont réécrit le Code du Travail dans un sens défavorable aux salariés.

« Les mesures de ces ordonnances ne sont qu'un recul social d'une ext-

rême gravité. Ces mesures ne sont mises en place que pour favoriser le patronat et surtout casser toutes formes syndicales dans les entreprises. Sous couvert de renforcement de dialogue social, le gouvernement, sous la baguette du MEDEF, ne désire en réalité que casser toutes revendications syndicales »

Appel à célébrer la Journée Mondiale de la Philosophie à La Réunion

« À la recherche de la sagesse »

Réunionnaises, Réunionnais, cher-es compatriotes, à moins de 3 semaines du 16 novembre, Journée Mondiale de la Philosophie en 2017, nous vous invitons chaleureusement à participer le plus nombreux possibles à la célébration réunionnaise de cet événement. Une Journée célébrée à La Réunion depuis 2008, de la mi-novembre à la mi-décembre, par diverses associations et institutions culturelles.

Cette Journée a été lancée par l'UNESCO depuis 2005 le 3e jeudi du mois de novembre et il est important que l'ensemble des acteurs culturels du pays prennent des initiatives à cette occasion pour faire avancer "l'amour de la sagesse" (la philosophie) à La Réunion. N'est-ce pas un moyen, parmi bien d'autres, d'aider le peuple réunionnais à faire

face de façon libre et responsable aux divers problèmes de notre société et de contribuer ainsi à relever les défis des années à venir ?

Outre les associations culturelles, cette invitation s'adresse également aux institutions, médias et autres acteurs de la vie éducative et culturelle du pays. Et pourquoi pas à l'Éducation nationale, où tous les enseignants sont capables de dire quelques mots — voire plus — sur la philosophie à leurs élèves dès le plus jeune âge comme le préconise l'UNESCO.

D'ailleurs nous rappelons que pour cette instance internationale de l'éducation, de la science et de la culture, « en proclamant la Journée mondiale de la philosophie, l'UNESCO souligne l'importance de cette discipline, surtout pour les jeunes : la philosophie est une disci-

pline qui encourage la pensée critique et indépendante, à même d'œuvrer pour une meilleure compréhension du monde et de promouvoir la tolérance et la paix ».

D'où l'importance de cette célébration et des actions diverses peuvent être menées à cette occasion (conférences, débats, ateliers, cafés-philos, goûters-philos, randos-philos, etc.) pour faire avancer la réflexion, la connaissance, le bon sens, l'esprit critique... à La Réunion. Et nous invitons les divers organisateurs, acteurs, partenaires de ces actions à nous les faire connaître pour en informer le maximum de nos compatriotes.

**Jean Viracaoundin,
Président du Cercle
Philosophique Réunionnais**

In kozman pou la rout

« In bon zo i tonm pa dan la guèl in bon shien ! »

Nout tout i koné kozman-la é kosa li vé dir pou vréman. La plipar d'tan i di sa kan in bon moun – suivan sak son famiy i pans dé li !- i maryé avèk in moun na poin tout bann kalité k'i fodré. Sé l'èr ké nout kozman i rovien souvan dé foi dann konvèrsasyon rant famiy. Solman la plipar d'tan néna in n'ot vérité. Lakèl ? Sé in késtyonn l'antant... Ni koné bien kan demoun i antan pa, la famiy lo garson i pans li nana tout bon kalité é lo famiy la fiy i pans galman son fiy sé in trézor. Final de kont lo famiy lo garson i pans li mérit myé é lo famiy lo fiy mèm z'afèr. Dann in ka konmsa mi pé dir azot tangaz la pa loin é dofé i tard pa pou pran dan la paye kann... Kan sa i ariv nana arienk in n'afèr i pé sov lo ménaz, sé kan lo garson épi la fiy, nana la fors pa suiv z'ot famiy é pa fé in kont avèk lo ladi-lafé. Tazantan sa i ariv mé sa lé rar ! Alé ! Mi lèss azot réflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

La guèr kont bann arsélér, in gran guèr pou améné -fransh vérité !

Si zot la suiv do pré lo l'aktyalité, moin lé sir nana in n'afèr la shok azot é plisk'in pé. Mi koné pa si sé arienk koméla i dékouv lo potoroz, sansa si de toutan la fine dékouv lo potoroz, é konm i di souvan défoi la pa fé in kont sanmsa.

Kosa mi vé anparlé moin la ? Mi vé anparl lo bann z'atak bann prédatèr séksyèl dsi bann madam. Kisa par ébzanz ? Dabor dann sinéma, dann la politik, shé bann z'aktèr kiltirèl : mi vé pa anparl bann z'amatèr, mé sirtou bann profésyonèl i manyé milyon par dsi milyon... lé vré, ou i antann parl dé sa an plézantan é si tèlman i plézant ou i di sa la pa vré. Sa la pa sèryé ! Sa lé égzazéré é pliské.

Ou lé plis k'étoné pars sa i date pa d'yèr, bann madam dann l'érop la fé z'ot révolisyon é sirtou ou i pé dir banna i sava pa avèk lo do in pti kiyèr, mèm zot i tap lo pli for posib. Si zot i tap lo pli for posib é si konm k'i diré na poin bononm pou fé pèr azot, bin alor, koman in bann arsélèr la nyabou pass par maye.

Si zot la bien ékout bann nouvèl dann zournal zot la rann azot kont in gro poursantaz madam la gingn z'avans zot téi vé pa, laté blizé siport bann goujatri désèrtin sovaz, é anplis ké sa pou tourn kisoï dann in pyès téat, kisoï dann in fime lété blizé siport bann z'afèr lé pa siportab.

Astèr moin lé a d'mandé pou kosa, komansa, bann minis fam, bann militan fam, bien instalé dan a plas la pa nyabou fé gran shoz kisoï pou modifyé la loi, kisoï pou dirsir la loi, kisoï ankor pou roganiz in sirvéyans bann arsélèr. Tèl fason k'i mète in frin pou lo arsèlman bann madam par bann bononm.

An tou lé ka, mi pans i fo fé l'invantèr bann krime, sansa bann déli konmsa, é omoins ariv a mète in frin avèk tousa. Amoins ké bann arsélèr lé roganizé vèy pa koman, épi zot i mine ziska dann kouloir lo pouvoir, é si sa lé vré, na konm in grann guèr pou améné.

Justin